

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier Street / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Procurement Strategies Division / Division des
stratégies d'acquisition

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, 11C1

Phase III, Tower C

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet TSPS - Solutions Based SA	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZN-13TSSB/B	Date 2013-05-10
Client Reference No. - N° de référence du client E60ZN-13TSSB	Amendment No. - N° modif. 008
File No. - N° de dossier 017zn.E60ZN-13TSSB	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZN-017-25970	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2013-04-16 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-28	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kingan, Sherrie	Buyer Id - Id de l'acheteur 017zn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1673 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 997-2229
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60ZN-13TSSB/B

Amd. No. - N° de la modif.

008

Buyer ID - Id de l'acheteur

017zn

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60ZN-13TSSB

File No. - N° du dossier

017znE60ZN-13TSSB

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir document ci-joint

CETTE MODIFICATION #008 A POUR BUT DE MODIFIER LA DAMA ET DE REPONDRE AUX QUESTIONS

MOTIF DE LA MODIFICATION

Dans les présentes, le Canada répond aux questions reçues durant la période 1 - Période initiale pour les demandes de renseignements, concernant la soumission, comme il est prévu à l'article 3 - Demandes de renseignements - en période de soumissions. Veuillez noter que le Canada n'est pas tenu de répondre aux questions selon un ordre séquentiel, mais répondra à toutes les questions de la période 1. Par ailleurs, l'industrie sera informée lorsque le Canada procédera à la période 2 - Période supplémentaire pour les demandes de renseignements.

QUESTIONS ET REPONSES

Question 21:

En ce qui concerne les exigences relatives à la sécurité pour le renouvellement de 2013 des SPTS (n° de référence du SEAOG : PW-\$\$\$ZN-003-25969) et l'arrangement en matière d'approvisionnement centré sur les solutions des SPTS (n° de référence du SEAOG : PW-\$\$\$ZN-017-25970), est-il possible d'expliquer la marche à suivre pour un soumissionnaire du Royaume-Uni? Nous avons pris connaissance de l'exigence selon laquelle il faut obtenir une vérification d'organisation désignée, mais tous les renseignements à cet égard rapportés dans la demande de soumissions ne semblent s'adresser qu'aux soumissionnaires canadiens seulement. Plus de 85 % de nos employés détiennent des autorisations de sécurité élevées à l'échelle nationale.

La réponse de Canada à la question 21 :

Le Canada a confirmé auprès de la Direction de la sécurité industrielle canadienne. Il fournit la précision ci-dessous et modifie la DAMA pour inclure les exigences relatives à la sécurité pour les fournisseurs du Royaume-Uni, comme suit :

A L'ÉLÉMENT II –ARRANGEMENTS EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET LES CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, Partie 6A : Arrangement en matière d'approvisionnements, Article 2. Exigences relatives à la sécurité à la page 25 de la DAMA:

AJOUTER:

EXIGENCE DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS DU ROYAUME-UNI :

DOSSIER DE TPSGC–LVERS commune n° 6 (LVERS préapprouvée pour les offres à commandes et les arrangements en matière d'approvisionnement)

1. L'entrepreneur étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat, détenir une **attestation de sécurité d'installation** valable, accordée par l'autorité nationale de sécurité (ANS) ou l'autorité désignée en matière de sécurité (ADS) du **ROYAUME-UNI**, d'un niveau équivalant au niveau CONFIDENTIEL, conformément aux politiques nationales du **ROYAUME-UNI**. TOUS les renseignements et les biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA

auxquels l'entrepreneur étranger destinataire a accès ne seront PAS protégés aux installations du destinataire étranger.

2. Les renseignements et les biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel de l'entrepreneur étranger destinataire qui doivent accéder, comme prévu à l'annexe A des présentes clauses, à des renseignements et à des biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA et/ou qui en ont besoin pour exécuter le contrat. Ceux-ci doivent posséder une **attestation de sécurité** de niveau CONFIDENTIEL attribuée par leur ANS ou leur ADS, conformément aux politiques nationales du ROYAUME-UNI.
3. Les renseignements ou les produits de niveau PROTÉGÉ AU CANADA fournis ou générés dans le cadre de ce présent contrat ne doivent pas être remis à une autre entreprise étrangère destinataire, sauf dans les cas suivants :
 - a. l'ANS ou l'ADS de l'autre entrepreneur étranger destinataire atteste par écrit que ce dernier a obtenu l'accès aux renseignements de niveau PROTÉGÉ AU CANADA par l'intermédiaire de son ANS ou de son ADS;
 - b. l'ANS ou l'ADS du ROYAUME-UNI donne son autorisation écrite lorsque l'autre destinataire étranger {entrepreneur et sous-traitant} est situé dans un autre pays.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable des ANS ou des ADS, conformément aux politiques nationales du **ROYAUME-UNI**.
5. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements de niveau PROTÉGÉ AU CANADA à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'ANS ou de l'ADS du destinataire. L'ADS du Canada est le directeur de la Direction de la sécurité industrielle internationale, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
6. L'entrepreneur destinataire étranger ne doit pas utiliser les renseignements ou les biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
7. L'entrepreneur étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels dans le cadre du contrat doit soumettre une demande de visite à l'ADS du Canada, par l'entremise de son ANS ou de son ADS. Pour ce qui est du **ROYAUME-UNI**, l'entrepreneur étranger destinataire doit présenter une demande de visite au International Visits Control Office (bureau de contrôle des visites internationales) du **ROYAUME-UNI**.
8. L'entrepreneur étranger destinataire doit immédiatement signaler à son ANS ou à son ADS tous les cas dans lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements ou des biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA, fournis ou produits conformément à ce contrat, ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.

9. L'entrepreneur étranger destinataire doit communiquer avec son ANS ou son ADS pour se conformer aux dispositions relatives aux équivalences énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle conclu entre le **ROYAUME-UNI** et le Canada.
10. L'entrepreneur étranger destinataire doit respecter les dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, disponible sur le site web SSPC à : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/31-fra.html>

L'entrepreneur ÉTRANGER destinataire doit utiliser le tableau des équivalences fourni ci-dessous conjointement avec les paragraphes précédents, conformément aux politiques nationales du ROYAUME-UNI et aux dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle conclu entre le ROYAUME-UNI et le Canada, pour déterminer les niveaux d'équivalence des renseignements et des biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA.

TABLEAU DES ÉQUIVALENCES – ATTESTATION DE SÉCURITÉ – CANADA ET ROYAUME-UNI	
CANADA	ROYAUME-UNI
PROTÉGÉ A	RESTRICTED (RESTREINT) Veuillez consulter l'annexe pertinente pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les exigences de sécurité liées à l'accès ou au traitement des renseignements et des biens PROTÉGÉ A AU CANADA.
PROTÉGÉ B	Aucun équivalent officiel au Royaume-Uni. Traitement au moins équivalant au niveau CONFIDENTIEL (au R.-U.).

ANNEXE A

L'entrepreneur étranger destinataire devra aussi ajouter l'annexe A à tout contrat de sous-traitance qu'il conclut qui nécessitent l'accès à des renseignements ou à des biens désignés PROTÉGÉ A AU CANADA.

ATTESTATION DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL – ACCÈS aux renseignements désignés PROTÉGÉ A AU CANADA seulement :

1. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas donner accès à des renseignements désignés PROTÉGÉ A AU CANADA aux membres personnel d'une entreprise sous-traitante à moins que cette dernière ne respecte, au minimum, les conditions énoncées ci-après ou que les membres du personnel aient obtenu une attestation de sécurité de niveau confidentiel ou de niveau supérieur :

- a. le personnel détient une cote de sécurité valide selon la norme de base pour la sécurité du personnel;
- b. le personnel s'est vu accorder une vérification du casier judiciaire par Disclosure Scotland – au niveau de divulgation de base. Il est entendu qu'afin de procéder à une enquête de sécurité de base sur le personnel et à une vérification du casier judiciaire doit comprendre, les exigences qui suivent doivent être respectées :
 - 1. l'enquête de sécurité de base sur le personnel comprendra la confirmation de l'identité et de la citoyenneté/du statut d'immigrant ainsi que la vérification des antécédents professionnels et du casier judiciaire;
 - 2. pour les employés qui ne sont pas en mesure de présenter trois années d'antécédents vérifiables au Royaume-Uni, une vérification des antécédents personnels et une vérification du casier judiciaire à l'étranger seront nécessaires;
- 2. l'entrepreneur étranger sous-traitant doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation des résultats de l'enquête de sécurité de base sur le personnel et de la vérification du casier judiciaire auprès de l'ADS canadienne, s'il y a lieu;
- 3. L'entrepreneur étranger sous-traitant devra soumettre, sur demande seulement, une copie certifiée conforme de l'enquête de sécurité de base sur le personnel et de la vérification du casier judiciaire à l'ADS canadienne.

TOUTES LES AUTRES CLAUSES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES